



Assemblée générale

Distr. générale
23 décembre 2024

Soixante-dix-neuvième session

Point 20 a) de l'ordre du jour

**Mondialisation et interdépendance : rôle des Nations Unies
dans la promotion du développement à l'heure
de la mondialisation et de l'interdépendance**

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2024

[sans renvoi à une grande commission ([A/79/L.46](#))]

79/231. Promouvoir et favoriser l'efficacité, le respect du principe de responsabilité, l'efficacité et la transparence dans les administrations publiques en renforçant les institutions supérieures de contrôle des finances publiques

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions [66/209](#) du 22 décembre 2011 et [69/228](#) du 19 décembre 2014,

Rappelant également la déclaration ministérielle adoptée à l'issue du débat de haut niveau tenu par le Conseil économique et social à sa session de 2024 et du forum politique de haut niveau pour le développement durable¹,

Insistant sur la nécessité de rendre les administrations publiques plus efficaces, plus respectueuses du principe de responsabilité, plus efficaces et plus transparentes,

Insistant également sur le rôle déterminant que des administrations publiques efficaces, respectueuses du principe de responsabilité, efficaces et transparentes ont à jouer dans la réalisation des objectifs de développement durable²,

Soulignant la contribution des institutions supérieures de contrôle des finances publiques à la promotion de la transparence et du principe de responsabilité dans l'application des politiques et des mesures pertinentes visant à réaliser les objectifs

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dix-neuvième session, Supplément n° 3 ([A/79/3](#)), chap. VI, sect. D.

² Voir résolution [70/1](#).



de développement nationaux et les objectifs de développement durable, notamment en matière de lutte contre les changements climatiques,

Insistant sur l'importance qu'il y a à renforcer la capacité dont disposent les institutions supérieures de contrôle des finances publiques pour contribuer davantage au développement durable, dans le cadre de leurs mandats respectifs,

Soulignant que le renforcement des capacités est un outil indispensable pour promouvoir le développement durable et se félicitant de la coopération de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques avec les organismes des Nations Unies à cet égard,

1. *Considère* que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques ne peuvent exercer leurs attributions avec objectivité et efficacité qu'à condition d'être indépendantes des entités qu'elles contrôlent et protégées de toute influence extérieure ;

2. *Considère également* que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques jouent un rôle important dans la promotion de l'efficacité, du respect du principe de responsabilité, de l'efficacité et de la transparence des administrations publiques, favorisant ainsi la réalisation des priorités et objectifs nationaux de développement, ainsi que des objectifs de développement durable ;

3. *Est consciente* du précieux concours que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, conformément aux priorités et aux cadres juridiques et institutionnels nationaux ainsi qu'aux accords et engagements internationaux, le cas échéant, peuvent apporter, notamment, aux initiatives entreprises par les pouvoirs publics pour lutter contre les changements climatiques en fournissant des évaluations indépendantes et objectives de l'action nationale dans ce domaine, en favorisant l'allocation efficiente des ressources, en évaluant l'efficacité de l'application des politiques et en promouvant la transparence et la bonne gouvernance ;

4. *Prend note avec satisfaction* des activités menées par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques en vue de promouvoir l'efficacité, le respect du principe de responsabilité, l'efficacité et la transparence, ainsi que la rationalité et l'efficacité de la collecte et de l'emploi des fonds publics au profit des citoyens ;

5. *Prend note également avec satisfaction* de la Déclaration de Lima de 1977 sur les lignes directrices du contrôle des finances publiques³ et de la Déclaration de Mexico de 2007 sur l'indépendance des institutions supérieures de contrôle des finances publiques⁴, et engage les États Membres à appliquer, en tenant compte de leur structure institutionnelle nationale, les principes définis dans ces déclarations ;

6. *Encourage* les États Membres et les institutions compétentes des Nations Unies à poursuivre et à intensifier leur coopération avec l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, notamment pour le renforcement des capacités, en s'appuyant, entre autres, sur la formation et l'assistance technique, en vue de promouvoir une bonne gouvernance à tous les niveaux en assurant l'efficacité, le respect du principe de responsabilité, l'efficacité et la transparence grâce au raffermissement de ces institutions et, au besoin, à l'amélioration des systèmes de comptabilité publique ;

³ Adoptée par le neuvième Congrès de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, tenu à Lima du 17 au 26 octobre 1977.

⁴ Adoptée par le dix-neuvième Congrès de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, tenu à Mexico du 5 au 10 novembre 2007.

7. *Engage* les États Membres à tenir compte des conclusions et recommandations relatives au climat figurant dans les rapports des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, selon qu'il convient et dans la mesure du possible, conformément aux cadres juridiques et institutionnels nationaux ;

8. *Engage également* les États Membres à renforcer, dans la mesure du possible et conformément à leurs cadres juridiques et institutionnels nationaux, les capacités dont disposent leurs institutions supérieures de contrôle des finances publiques pour contrôler les dépenses et les mesures liées aux politiques nationales relatives au climat ;

9. *Reconnaît* le rôle que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques jouent pour encourager les gouvernements à répondre de l'exploitation des ressources et des résultats qu'ils obtiennent dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement ;

10. *Prend note* de l'intérêt que l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques porte aux objectifs de développement durable ;

11. *Encourage* les États Membres à tenir dûment compte de l'indépendance et du renforcement des capacités des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, dans le respect de leur structure institutionnelle nationale, ainsi que de l'amélioration des systèmes de comptabilité publique, conformément aux plans nationaux de développement élaborés dans le cadre des objectifs de développement durable ;

12. *Souligne* qu'il importe de continuer, au moyen de la coopération internationale, à aider les pays en développement à renforcer leurs capacités et leurs connaissances et à instaurer des pratiques optimales en matière de comptabilité et de contrôle des finances publiques.

*54^e séance plénière
19 décembre 2024*